Le Pays du miel et du lait

Ethnographie de la campagne électorale d'un professionnel au Kenya

Dominique Connan et Chloé Josse-Durand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/20579>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.20579

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2017

Pagination : 89-120

ISBN : 978-2-7132-2688-5

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Dominique Connan et Chloé Josse-Durand, « Le Pays du miel et du lait », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 225 | 2017, mis en ligne le 01 avril 2019, consulté le 06 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/20579> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.20579

Le Pays du miel et du lait

Ethnographie de la campagne électorale d'un *professional* au Kenya

En 2013, Chrisanthus Wamalwa Wakhungu, professeur d'économie à l'Université de Nairobi, consultant auprès de la Banque Mondiale et des Nations-Unies, se présentait aux élections parlementaires pour la circonscription de Kiminini, dans la région du Trans-nzoia, à l'ouest du Kenya. La campagne de cet aspirant, à la fois *professional* et professionnel du clientélisme politique, économiste néolibéral affrontant l'épreuve des urnes, questionne, à plus d'un titre, les manières de faire campagne en Afrique¹.

PHOTO 1. — CHRISANTHUS WAMALWA EN CAMPAGNE DANS LA CIRCONSCRIPTION DE KIMINI

Cliché Connan & Josse-Durand, 2013. Tous droits réservés.

1. On entend *stricto sensu* par *professional* un membre d'une profession réglementée — avocats, comptables, ingénieurs, médecins, architectes, etc. — l'expression désigne par extension, au Kenya, les « gestionnaires », c'est-à-dire les élites économiques diplômées et qui le plus souvent n'occupent pas formellement de position élue ou un poste au sein de l'administration centrale de l'État.

Ce questionnement s'inscrit dans un double contexte. Le premier est lié à la chronologie politique des élections au Kenya. Depuis l'introduction du multipartisme en 1992, la violence est régulièrement utilisée par les gouvernements en place pour disqualifier la compétition électorale et la démocratie. Elle se greffe sur des différends économiques anciens, souvent fonciers, qu'elle attise sous la forme d'antagonismes ethniques. Le pays se trouve ainsi déchiré dans le sillage des élections de 2007, alors que le Président en place, Mwai Kibaki (identifié comme Kikuyu)² est confronté à une coalition représentant presque tous les autres groupes menée par Raila Odinga (identifié comme Luo). Le scrutin présidentiel est grossièrement truqué, vraisemblablement par les deux camps mais au seul profit du Président sortant. Les troubles gagnent la plupart des villes du pays ; la police fait face à l'agitation et l'étouffe dans le sang. À mesure que la violence s'étend, elle se nourrit bientôt de vieux conflits fonciers, de rivalités personnelles et s'enchaîne dans une multitude de narrations locales, qui la rendent durable. Plusieurs médiations internationales ont lieu, notamment sous l'égide de Koffi Annan, qui aboutissent en avril à un accord de partage du pouvoir. Un gouvernement de coalition composé de plus de 90 ministres et secrétaires d'État prête enfin serment ; Kibaki reste Président et Raila Odinga devient son Premier ministre. Entre temps, près de 1 100 Kenyans ont perdu la vie et on compte environ 600 000 réfugiés intérieurs³. L'économie, de surcroît, est gravement touchée, ce qui heurte les entrepreneurs comme les hommes d'affaires, et accélère la formation d'un grand syndicat du secteur privé qui vise à protéger l'économie des vicissitudes du politique.

Ces violences et leur mémoire imprègnent le second mandat Kibaki et influent profondément sur la campagne et la conduite des élections suivantes, annoncées pour le lundi 4 mars 2013. Elles déterminent notamment deux processus : en premier lieu, le gouvernement de coalition nationale, pléthorique, rend impossible la prise de décision et empêche la constitution d'une opposition parlementaire (Cheeseman & Tendi 2010). Fort de l'adoption d'une nouvelle constitution à l'été 2010, qui promet un meilleur équilibre des pouvoirs et une médiation des conflits fonciers, l'essentiel de sa politique est guidée par la promotion du plan de développement « Vision 2030 », un ensemble de réformes et de grands projets d'infrastructures supposés porter le Kenya au statut de pays à revenu moyen au terme des vingt ans à venir. Ce consensus autour du développement est censé désamorcer les principaux clivages socio-économiques à l'origine de la crise de 2007.

En second lieu, la communauté internationale décide de juger les coupables présumés des violences et deux politiciens de premier plan, Uhuru

-
2. Les attributions d'identités ethniques sont courantes dans le champ politique kényan et sont utilisées en tant que telles dans cet article.
 3. Parmi de nombreuses publications, on trouvera notamment un détail des événements et des analyses de leurs enjeux dans D. ANDERSON (2008), J. LAFARGUE (2008), K. KANYINGA & D. OKELLO (2010) ; INTERNATIONAL CRISIS GROUP (2008).

Kenyatta (identifié comme Kikuyu) et William Ruto (identifié comme Kalenjin), qui en 2007 soutenaient l'un Kibaki et l'autre Raila, sont accusés de crimes contre l'humanité par la Cour pénale internationale (Mueller 2014). Les deux *leaders* se rapprochent alors et, dans la perspective de la présidentielle à venir, décident de s'allier afin de porter Uhuru Kenyatta au pouvoir. Leur campagne se décline sur le thème de la réconciliation nationale, portée par deux hommes auparavant ennemis mais qui désormais s'accordent pour diriger le pays vers un avenir meilleur, loin des antagonismes ethniques d'autrefois. Ils se présentent ainsi comme candidats de la « paix », contre Raila Odinga qu'ils accusent de semer la discorde dans le pays. Accompagnant le discours des Églises qui se mobilisent pour la tenue d'élections paisibles, ils participent à ce que Hervé Maupeu (2013) a nommé une « pentecôtisation de la vie politique » : la crainte de nouvelles violences contraint les candidats à exprimer leur attachement au pardon, à la réconciliation et à la paix. Cette dynamique, parce qu'elle fait passer l'expression des antagonismes politiques pour une menace à la stabilité du pays, est un puissant vecteur de dépolitisation.

Cette temporalité particulière aux élections rencontre un second contexte, de plus long terme, qui détermine les enjeux de la campagne de 2013. Il a trait à la montée en puissance des gestionnaires, des *managers* et des élites économiques dans le champ du pouvoir en Afrique. Au Kenya, c'est l'accession au pouvoir de Mwai Kibaki à la tête d'une coalition issue des milieux d'affaires qui, à partir de 2002, marque véritablement leur émergence aux sommets de l'État⁴. Elle acte la conversion d'une fraction importante des élites kényanes aux réformes portées par le consensus de Washington (Harrison 2001 ; Coussy 2006). Depuis une décennie, l'entrepreneur, le gestionnaire, le grand patron sont ainsi devenus des figures de l'autorité politique légitime, notamment face à celle du « politicien » réputé tribaliste et corrompu (Banégas & Warnier 2001). Sans présumer des perceptions populaires, cette figure nourrit les aspirations sociales d'une partie de l'élite, ses catégories d'entendement politique. Elle façonne un « type d'homme » né du néolibéralisme et des privatisations⁵. Cependant, la raison gestionnaire est loin d'être hégémonique. Elle s'enchaîne dans une économie morale du pouvoir qui s'est progressivement formée depuis l'indépendance (Thompson 1971 ; Throup & Hornsby 1998 ; Lonsdale 2003 ; Siméant 2010). Ainsi, qu'on les qualifie de corruption, de népotisme, de clientélisme, les échanges de faveurs personnalisées entre inégaux constituent toujours le ciment de la légitimité des gouvernants⁶.

4. Sur les reconfigurations du pouvoir d'État sous l'effet des politiques issues du consensus de Washington, voir Y. DEZALAY & B. GARTH (2002). Pour ses implications politiques au Kenya, voir L. R. ARRIOLA (2013).

5. On doit l'expression « type d'homme des privatisations », d'après la notion de *Menschenheit* chez M. Weber, à J.-F. BAYART (2005 : 219).

6. Pour un point critique sur ces échanges, voir notamment H. COMBES & G. VOMMARO (2015 : chap. 6).

Les élections de 2013 constituent ainsi le point de cristallisation d'une configuration particulière, à l'intersection de dynamiques économiques, politiques et religieuses. Elles ont vu notamment l'entrée en politique de plusieurs dirigeants d'entreprises, candidats à des élections locales⁷. Ces débuts sont l'occasion d'interroger la manière dont ces élites économiques investissent le champ politique. La gestion, l'économie, apparaissent ainsi comme des registres neutres, non teintés d'une ethnicité qui jusqu'alors au Kenya a défini les lignes de clivage et les frontières de la violence politique. À cet égard, comment la trajectoire de ces dirigeants d'entreprise, leurs savoirs gestionnaires, leur compétence managériale revendiquée, affectent-ils leur manière de faire campagne, dans un pays où le don et sa mise en scène constituent le répertoire d'action électorale dominant⁸ ? En particulier, ce capital gestionnaire, compris comme l'ensemble des savoirs et des expertises professionnels acquis par ces candidats par leur expérience de l'entreprise, est-il mobilisé comme une ressource de légitimation politique, c'est-à-dire comme une vertu dont se revendiquent les candidats et dont ils estiment, dans le même temps, qu'elle est constitutive de la société, ou, à tout le moins, qu'elle sert sa cohésion (Lagroye 1985 : chap. VII) ?

C'est avec la volonté de répondre à ces questionnements que nous avons entrepris une enquête ethnographique autour d'un candidat aux élections parlementaires. Il s'agit de comprendre comment les gestionnaires investissent l'arène électorale locale, et comment se dessinent ainsi, dans la contingence des interactions entre ces nouveaux acteurs et des terroirs ethnisés d'énonciation du politique, de nouveaux styles de campagne (Bayart 1985 ; Brown 1998). Cette approche ethnographique et très localisée, attachée à la description fine des interactions et de leur cadre, se justifie parce qu'elle montre, à rebours des enquêtes englobantes menées à l'échelle nationale et sans présumer de leur effectivité, la multiplicité des « bricolages », des ajustements, des négociations et des redéfinitions par lesquels se dessine le style de campagne d'un candidat, forme d'évergétisme à l'intersection de sa biographie militante et des économies morales de longue durée qui définissent, sur le temps long, les rapports entre gouvernants et gouvernés⁹.

Pour ce faire, nous avons choisi de nous établir à Kitale, une ville moyenne au cœur d'une région céréalière prospère, le Trans-nzoia. Elle est partagée entre Kalenjin, Kikuyu et Luhya et fut particulièrement touchée

-
7. Parmi les notables, Evans Kidero, longtemps PDG de la compagnie sucrière Mumias et désormais Gouverneur de Nairobi et le financier Jimnah Mbaru, son concurrent malheureux.
 8. On entend le clientélisme comme « un rapport de dépendance personnelle non lié à la parenté qui repose sur un échange réciproque de faveurs entre deux personnes, le patron et le client qui contrôlent des ressources inégales » (MÉDARD 1976 : 103). Pour une relecture électorale des répertoires d'action collective de C. Tilly, voir le dossier coordonné par C. DESRUMAUX & R. LEFEBVRE (2016).
 9. Sur l'effectivité du clientélisme, voir notamment les travaux d'A. GARRIGOU (1998) et de N. MARIOT (2006)

par les violences post-électorales de 2007. Arrivés près d'une semaine avant le scrutin, nous nous rendons au Kitale Club, un club de golf exclusif et fréquenté par les élites de toute la vallée du Rift, le soir du second débat entre les différents aspirants à l'élection présidentielle, afin de rencontrer des candidats que nous pourrions suivre dans leur campagne. C'est là que nous rencontrons Chrisanthus « Chris » Wamalwa pour la première fois¹⁰.

Des déclinaisons multiples de l'évergétisme

Le Trans-nzoia, une arène politique locale

Il faut d'emblée comprendre que les élections générales de 2013 sont les premières depuis l'adoption de la nouvelle Constitution en 2010. La « Seconde République » kényane promet ainsi de renouveler les élites et de décentraliser le pouvoir, avec le doublement des différents échelons de l'administration provinciale par des pouvoirs élus. Ainsi, 47 comtés ont désormais vocation à être administrés par des gouverneurs à la tête de micro-gouvernements locaux. C'est également à cette échelle que sont élus les sénateurs, suivant la création d'une chambre haute, ainsi que des représentantes des femmes, qui siègent aux côtés des députés. Ces réformes ont transformé à la fois l'échelle et les enjeux des élections générales. Le scrutin met désormais en jeu six fonctions politiques : président de la République, gouverneur, sénateur, membre du Parlement (MP), représentante des femmes, représentant local. Autrefois tout-puissants dans leur circonscription, les 290 MP sont donc désormais surplombés par des gouverneurs élus et doublés par des sénateurs.

L'une des spécificités de cette campagne réside également dans le fait que les élections locales sont déliées de la présidentielle. Les nombreux partis politiques qui concourent à l'échelle locale se rallient à l'une des grandes coalitions nationales qui portent chacune l'un des candidats à la fonction suprême : Raila Odinga, de la Coalition for Reforms and Democracy (CORD) et du parti Orange Democratic Movement (ODM), Uhuru Kenyatta, de la

10. Ce terrain électoral d'une durée de trois semaines a été en grande partie mené à Kitale en binôme, dans le cadre d'une recherche financée par l'Institut français de recherche à Nairobi (IFRA-Nairobi) durant la semaine précédant les élections de mars 2013, du dimanche 24 février au lundi 4 mars (jour du vote). Dans le cadre de sa thèse de doctorat sur la sociabilité élitare, l'auteur D. Connan possédait un accès au terrain grâce à sa carte de membre du club de Kitale. Cette *membership* a permis à l'auteure C. Josse-Durand de l'accompagner, en tant qu'invitée, dans le milieu fermé que constitue le Kitale Club. Le « nous » désigne ici notre binôme, qui nous a notamment ouvert des opportunités de recherche auxquelles nous n'aurions pas pu accéder seuls : souvent perçus comme un couple et connus du personnel du Club, nos interlocuteurs nous ont accordé une plus grande confiance lors de notre enquête, Chris Wamalwa, notamment, se montrant moins méfiant à notre égard.

Jubilee Alliance et du parti The National Alliance (TNA), Musalia Mudavadi, de la Amani Coalition et du United Democratic Forum Party (UDF)¹¹.

Le Trans-nzoia, que l'on surnomme souvent la « corbeille à pain du Kenya » est une région partagée entre Kalenjin, Kikuyu et Luhya et fut particulièrement touchée par les violences post-électorales de 2007¹². C'est un comté composé de cinq circonscriptions, Saboti, Kwanza, Cherang'any, Endebess et Kiminini. Ces deux dernières — créées par scission respectivement, de Kwanza et Saboti — élisent leur MP pour la première fois.

CARTE. — LES FRONTIÈRES ÉLECTORALES DU COMTÉ DE LA TRANSZOIA
ET DE LA CIRCONSCRIPTION DE KIMINI

Source : Independent Electoral Board Commission of Kenya (IEBC).

11. CoRD est une coalition regroupant trois formations politiques principales : l'Orange Democratic Movement (ODM) de Raila Odinga, le Wiper Democratic Movement (WDM) de Kalonzo Musyoka et le Forum for the Restoration of Democracy-Kenya (FoRD-K) de Moses Wentangula. L'alliance Jubilee repose sur quatre partis, dont le parti d'Uhuru Kenyatta, The National Alliance (TNA) et celui de William Ruto, United Republican Party (URP). La coalition Amani est constituée de plusieurs partis qui soutiennent la candidature de Musalia Mudavadi aux élections de 2013, à savoir l'United Democratic Front (UDF) de Musalia Mudavadi, le Kenya African National Union (KANU) de Gideon Moi et New Ford Kenya (NFK) d'Eugene Wamalwa.
12. Ces conflits sont ancrés dans la redistribution et la légalisation de l'occupation des terres au Kenya à la fin des années 1980 (MÉDARD 2008).

Dans le comté, lors des élections locales, les principaux partis qui s'opposent sont surtout FORD-K (coalition CoRD), l'ODM (coalition CoRD), la New FORD-K (NFK, coalition Amani), l'United Republican Party (URP, coalition Jubilee) et le TNA (coalition Jubilee). La région est ethniquement diverse mais démographiquement dominée par les Luyha. Dans l'ensemble, FORD, FORD-K et l'ODM sont localement portés par des *leaders* luhya, l'URP par des Kalenjin et le TNA par des Kikuyu. Enfin, à la veille des élections, la région est perçue comme l'un des « points chauds » du scrutin, en raison des conflits récurrents alimentés par de nombreux différends fonciers ethnicisés.

TABLEAU. — RÉSULTATS DES ÉLECTIONS DE 2013 DANS LA RÉGION DU TRANS-NZOIA¹³

Coalitions et Partis	(1 ^{er}) Jubilee TNA, URP	(2 ^e) CoRD ODM, WDM-K, FoRD-K	(3 ^e) AMANI UDF, KANU, NFK
Candidats nationaux & principaux colistiers	Uhuru Kenyatta (TNA) William Ruto (URP)	Raila Odinga (ODM) Kalonzo Musyoka (WDM-K)	Musalia Mudavadi (UDF) Jeremiah Kioni (KANU)
Gouverneur <i>Trans-nzoia County</i>	(4 ^e) Joel Onsare (TNA)	(1 ^{er}) Patrick Khaemba (FoRD-K) (2 ^e) Noah Wekesa (ODM) (5 ^e) Godfrey Wasike (WDM-K)	(3 ^e) Maurice Kakai (NKF)
Membre du Parlement <i>Kimini constituency</i>	(4 ^e) Priscillah Kamau (TNA)	(1 ^{er}) Chris Wamalwa (FoRD-K) (5 ^e) Paul Wanyama (ODM)	(2 ^e) Battan Khaemba (NFK) (3 ^e) Julius Mbagaya (KANU) (6 ^e) Gladys Otinga (UDF)

Source : Independent Electoral Board Commission of Kenya (IEBC).

Chrisanthus Wamalwa a établi son quartier général de campagne au Kitale Club. Il s'agit d'un établissement exclusif, dont les locaux datent de la période coloniale. Dans de nombreuses circonscriptions, ces clubs abritent les états-majors des partis politiques, le plus souvent ceux des formations dominantes ou favorites. Le caractère privé du lieu est garanti par plusieurs dispositifs : le portail gardé par des compagnies de sécurité privées, l'enceinte murée et grillagée, le sas d'entrée du club, bâtiment réservé aux détenteurs d'une carte magnétique attestant de leur statut de membre.

Nous rencontrons Chris le lundi 25 février 2013, une semaine avant la tenue du scrutin, alors qu'il arrive en retard pour la diffusion au club du second débat entre les différents candidats à l'élection présidentielle. Son

13. Les chiffres (1^{er}), (2^e), etc. désignent le classement des alliances et des candidats aux élections.

arrivée passe presque inaperçue, tant la salle est en ébullition. Dans le salon au bout duquel est disposé un téléviseur grand écran sont rassemblés une vingtaine de membres, parmi lesquels de grands fermiers de la région, des *professionals* de Nairobi rentrés pour le scrutin, ainsi que plusieurs figures de la vie politique locale et nationale. À gauche de l'entrée, Phoebe Asiyo et Zipporah Kittony, deux anciennes présidentes de la puissante organisation de femmes Maendeleo Ya Wanawake, partagent une table. Devant nous s'assoit Chrisanthus Wamalwa, que tout le monde, au club et en dehors, appelle « Chris ». Il est accompagné de son assistant, Jackson, qui est véritablement son homme de terrain. C'est l'ancien conseiller d'une des grandes figures de la politique luhya et ancien MP de Saboti aujourd'hui décédé, Michael Wamalwa Kijana¹⁴. Jackson est celui qui organise les relais locaux du clientélisme électoral, alors que le candidat vit à Nairobi. Ils sont accompagnés de la cousine de Chris et s'entretiennent avec elle de sa réputation.

La conversation se tient tantôt de vive-voix, tantôt sous forme de chuchotements qui restent volontairement audibles, à destination des autres politiciens du FORD et du NFK présents dans la salle, alors qu'aucun des concurrents directs de Chris pour le siège de Kiminini n'est présent. La principale inquiétude de l'impétrant est de savoir ce que les gens disent de lui et s'il est parvenu, à force de dons aux écoles et d'infrastructures, à être perçu comme un candidat « local ». Chris est en effet un *professional*, dont l'investissement dans les affaires publiques est d'abord celui d'un gestionnaire : il a bâti sa légitimité au sein de FORD-Kenya comme membre puis président du *professional caucus*, c'est-à-dire du groupe des experts du secteur privé, jusqu'à obtenir l'investiture du parti pour la nouvelle circonscription de Kiminini. Quadragénaire, ancien consultant auprès de la Banque Mondiale et des Nations-Unies, il s'agit de sa première candidature à une fonction politique. Résidant à Nairobi bien qu'originaire de Kiminini, ses doutes concernent principalement sa capacité à convaincre un électorat local qui jusque-là le connaissait peu. Par ailleurs, son épouse est Kikuyu — lui-même est Luhya — ce qui constitue un capital réversible, puisqu'il peut tout autant convaincre la minorité kikuyu que s'aliéner une partie des Luyha. Chris nous présente ce « cosmopolitisme » comme l'attribut culturel du Kényan moderne, libéré de l'archaïsme des antagonismes ethniques. C'est aussi la raison pour laquelle il nous interpelle pendant le débat et nous propose de le suivre en campagne le lendemain¹⁵ : il souhaite nous utiliser au service de sa stratégie politique, afin de renforcer son crédit auprès de son électorat en lui présentant ses « amis » européens.

14. Michael Wamalwa Kijana (1944-2003) MP de Kitale Ouest (1979-1988) puis de Saboti (1992-2002), nommé vice-président du Kenya (2003) après l'élection de Mwai Kibaki en décembre 2002, jusqu'à sa mort l'année suivante. En dépit de leur deuxième nom qu'ils ont en commun, Chris n'a aucun lien de parenté avec les frères Eugene et Michael.

15. Notes de terrain, 25/02/2013.

Le clientélisme comme répertoire de légitimation politique

Le lendemain, alors que Chris nous a donné rendez-vous au Kitale Club tôt dans la matinée, il tarde à arriver. Il est en fait occupé à récupérer des liasses de 50 et 100 ksh à la banque¹⁶. Ces petites coupures sont difficiles à obtenir en période électorale, car ce sont les plus distribuées par les candidats : il y a pénurie. Il nous rejoint donc au club en fin de matinée, avec trois liasses de 1 000 billets neufs, soit 150 000 ksh, emballés dans un film plastique.

L'argent de la campagne étant préparé et prêt à être distribué, nous prenons place dans un Toyota Prado à toit ouvrant en compagnie du candidat, de ses deux gardes du corps, de Jackson et de leur chauffeur. Nous sommes précédés d'un Land Rover Defender, sur le toit duquel ont été montées des enceintes : elles diffusent à plein volume des airs de rumba à la gloire du candidat. Les deux voitures ont des couvre-pneus et des autocollants à l'effigie de Chris. Les frontières de la circonscription de Kiminini jouxtent la ville de Kitale, au Sud. Nous arrivons bientôt à un premier carrefour et des dizaines de personnes accourent, criant le prénom du candidat, et accompagnent la voiture alors qu'elle ralentit et s'arrête. Chris émerge du toit ouvrant, il est vêtu d'une chemise blanche, rayée de noir et vert aux couleurs de son parti politique, son nom cousu sur la poche-poitrine comme s'il avait déjà gagné : « Hon. Chris Wamalwa. » Des lunettes de soleil et un chapeau de *cow-boy* en paille huilée, des chaussures de marche montantes et un pantalon de costume, une veste beige, une grosse montre dorée complètent sa tenue. Il tient à la main un petit amplificateur relié à un mégaphone. Il salue l'attroupement, descend, demande aux hommes et aux femmes de s'aligner séparément. Il veut d'abord servir ces dernières : ce sont, dit-il, des électrices plus fidèles que les hommes, et plus faciles à gagner à sa cause. Il déballe une liasse et donne un billet à chacune, les complimente, avant de laisser son assistant s'occuper des hommes. Le convoi redémarre avant que la distribution ne se termine afin d'échapper à la cohue provoquée par l'événement. À chaque point de rencontre, il s'agit d'expliquer, aux populations illettrées notamment, qu'il faut voter à la fois pour Chris et pour Raila Odinga : il fait partout scander à la foule « *simba* », le lion qui est l'emblème du FORD, imprimé sur les bulletins de vote dont on montre un exemplaire afin que chacun comprenne.

Ainsi, ces rassemblements n'ont rien de spontané. Partout dans la circonscription, des relais locaux — les *mobilizers* — rassemblent les électeurs depuis le matin, à des points précis que le convoi visite. Ce sont eux qui achèvent la distribution et permettent que le départ se passe sans encombre.

16. Si l'on prend comme référence le taux de change du shilling kenyan (KSh) en février 2013, 1 € équivalait à 115 KSh. 50 KSh équivaut donc à 43 centimes d'euros environ (ce qui correspond au prix d'un soda ou d'un repas sommaire), et 100 KSh à 0,86 € environ.

PHOTO 2. — CHRIS (À GAUCHE) PRÉSENTE LE BULLETIN À METTRE DANS L'URNE À SES ÉLECTEURS SOUS L'ŒIL VIGILANT DE SON ASSISTANT PERSONNEL (À DROITE)

Cliché Connan & Josse-Durand, 2013. Tous droits réservés.

L'accueil est variable suivant les points de rendez-vous. C'est que la sujétion politique est, doublement, une affaire d'attente et de pénurie. Ceux qui attendent le font pendant plusieurs heures, en plein soleil, dans l'espoir d'un don. Il est toujours distribué moins de billets, de tee-shirts et de casquettes — fabriquées au Canada — qu'il n'y a de présents. On réserve surtout les vêtements sur lesquels est imprimé le visage du candidat pour les lieux où l'on est moins sûr de gagner. Arrivant dans l'une des localités les plus démunies de Kiminini, il s'exclame avant de descendre de la voiture : « This is poverty at the highest level ! »

Ailleurs, nous arrivons près d'une école, Chris entame un discours où il fait part de son grand intérêt pour l'éducation. Il prend à partie l'institutrice et lui offre, après un jeu de questions-réponses, quatre coupures de 1 000 ksh afin qu'elle « achète de la canne à sucre » aux élèves. La multitude d'enfants réunis autour des véhicules se mettent alors à chanter pour le politicien, à l'invitation de leur maîtresse.

Dans les trois années qui ont précédé les élections, il a offert des uniformes, des cahiers, des crayons : c'est en gagnant les élèves, dit-il, que l'on convainc le plus efficacement les parents. Ces investissements sont doublés de projets d'électrification, Chris explique par exemple qu'il a pris en charge sur ses fonds propres la connexion au réseau de plusieurs villages.

PHOTO 3. — LA CAMPAGNE DE CHRIS DONNE À VOIR UN DON CLIENTÉLISTE AUX MULTIPLES FACETTES ET MET NOTAMMENT EN SCÈNE SA CONTRIBUTION À L'ÉDUCATION ET LA RÉUSSITE SCOLAIRE DES ENFANTS DE LA CIRCONSCRIPTION

Cliché Connan & Josse-Durand, 2013. Tous droits réservés.

Ainsi, l'ethnographie de la campagne de Chris révèle deux temps du don : le premier est matériel, par l'apport de projets et de biens de développement et se déploie sur plusieurs mois et années avant le scrutin. Le second est directement monétaire, par la distribution de billets de banque, qui rappelle surtout les efforts consentis jusque-là par le *leader*. C'est en ce sens, surtout, que le don auquel se livre Chris Wamalwa est proprement clientéliste. En distribuant lui-même des billets à des villageois mis en rangs, hommes et femmes séparés, il met en scène un lien interpersonnel extrêmement inégal où l'argent commande la sujétion. Cette mise en scène procède d'une stratégie revendiquée par le candidat, elle nécessite des relais qui expliquent à ceux qui se rendent aux points de distribution comment se conduire et se mettre en ordre pour accueillir le candidat.

Don civique et légitimation sociale

Pour autant, la stratégie du candidat ne fonctionne pas toujours : quelquefois, le rassemblement est raté, on ne trouve que quelques femmes qui dansent, brandissant un calendrier à l'effigie du candidat.

PHOTO 4. — À LA SUITE D'UN RASSEMBLEMENT, UNE FEMME EXPRIME SON SOUTIEN À CHRIS EN MÊME TEMPS QUE SES DOLÉANCES

Cliché Connan & Josse-Durand, 2013. Tous droits réservés.

Surtout, la mise en scène de la distribution échappe à ce dernier. Car plus la journée avance, plus les distributions sont violentes et suscitent des bagarres dans la foule. Les gens se suspendent aux véhicules, essaient d'arracher les billets ou les tee-shirts des mains des assistants, le chauffeur et Jackson doivent parfois les repousser à coups de pieds. Chris insiste pour descendre en plein cœur du marché de Kiminini et remonter seul la grande rue qui traverse la bourgade, où il a fait tendre une imposante banderole à son nom. Plusieurs centaines de personnes accourent rapidement, l'entourent, le suivent dans sa marche et sont bientôt si agitées qu'il lui faut remonter dans la voiture en route.

Si, pour le candidat, le don commande l'allégeance, rien ne permet en vérité d'établir son effectivité. Pour la foule, il semble d'abord que la distribution de ressources par les puissants soit d'abord l'expression d'« une vertu éthique et civique », un acte qui justifie leur position dominante et en cela ne commande aucune réciprocité immédiate (Banégas 1998). De l'effervescence qui accompagne le candidat, il est ainsi difficile de déduire une allégeance politique (Mariot 2006). Souvent, la foule est excitée, violente, dans un mouvement qui échappe largement au candidat et au sens qu'il veut lui donner. Dans la campagne, on peut ainsi distinguer des effets de foule, qui accompagnent le nécessaire évergétisme des dominants et la manière dont il rencontre, à travers l'accaparement violent des ressources, l'expression

brutale d'une « politique du ventre » débridée, et des moments plus organisés, dans des lieux choisis, où sont réactivées par le don des allégeances politiques cimentées sur le temps long.

Le don civique du candidat est ainsi investi de significations différentes, selon la combinatoire des moments et des lieux dans lesquels il se déploie. Ainsi notamment dans des églises, lorsque le dimanche précédant les élections, Chris, accompagné cette fois-ci de sa femme, se rend à la messe. Il utilise trois voitures pour se déplacer. En plus des deux 4x4 de la campagne, son épouse suit le convoi en Mercedes. Il commence par l'église catholique de Kiminini, où il est pratiquant.

PHOTO 5. — LA VEILLE DU VOTE, CHRIS POURSUIT SA CAMPAGNE
DANS LES ÉGLISES DE SA CIRCONSCRIPTION EN COMPAGNIE DE SA FEMME

Cliché Connan & Josse-Durand, 2013. Tous droits réservés.

Les appartenances religieuses recoupent en partie les appartenances ethniques. Chris arrive longtemps après le début de la messe, alors que le service est déjà bien entamé. Tout le monde remarque son entrée, et ce d'autant plus qu'il va s'asseoir au premier rang, aux côtés de Patrick Khaemba qui est déjà là, lui aussi accompagné de sa femme. Le prêtre demande à ce qu'on lui fasse place, et vient écarter du bras ceux qui gênent. Alors que la messe touche à sa fin, il monte sur l'estrade en compagnie de son épouse et depuis l'autel s'adresse à tous : « God is good ! » Ce à quoi les fidèles répondent « All the time ! » Il demande le soutien de chacun pour l'élection du lendemain, leur rappelle qu'il est important de voter pour FORD et pour CORD, conclut en demandant une prière de tous en sa faveur. Le

prêtre fait alors monter sur l'estrade les responsables des différents groupes paroissiaux qui s'alignent devant le candidat. Chris sort de sa poche une liasse de billets, et distribue 1 000 ksh à chacun. Il apporte ensuite un ordinateur portable qu'il offre de même à l'église. Puis, il donne 20 000 ksh au prêtre, devant tous les fidèles. Celui-ci compte fébrilement les billets, avant d'annoncer la somme donnée, accueillie par des cris, puis un chant. Dans la journée, le candidat visite de la sorte six églises de la circonscription, de toutes obédiences. Certaines lui sont plus hostiles, ou plus partagées, la mise en scène du don s'y fait plus sommaire. Les autres candidats MP s'y succèdent tour à tour, restant parfois à l'extérieur et écoutant à travers la porte ce que disent leurs concurrents¹⁷. Ainsi la visite des églises par tous les candidats et les dons et distributions auxquels ils se livrent relèvent, en fonction de leurs obédiences respectives, d'une pratique de légitimation sociale des dominants, ou bien d'une pratique qui vise à susciter un soutien politique spécifique¹⁸.

Le clientélisme comme négociation

Pour autant, Chris déclare partout que la victoire lui est acquise. Dans cette circonscription nouvelle, les sondages de Synovate le donnent gagnant à plus de 60 % des voix, quand un autre institut le crédite de 70 %. Il dit que ses opposants sont insignifiants, qu'ils font seulement campagne pour se faire connaître, afin de décrocher le ticket FORD-K lors des élections suivantes. Dès lors, le don civique auquel se livre le candidat n'est pas qu'une stratégie de conquête des masses. Elle est plutôt l'expression d'une forme de légitimation, qui fait du don une vertu dont Chris, comme les autres candidats, estime qu'elle sert la société. En ce sens, le don civique est à la fois une ressource et une contrainte, une manière de se produire comme dominant qui est reconnue par tous, mais aussi une forme d'évergétisme à laquelle il ne peut échapper. C'est aussi ce caractère équivoque du don civique, pas nécessairement investi du même sens par les gouvernants et les gouvernés, qui ouvre à travers sa pratique un espace de négociation.

Ainsi, lors du premier jour où nous l'accompagnons, le convoi s'arrête également chez un instituteur, dirigeant local de FORD Kenya. Il a réuni dans son jardin quelques membres du parti, hommes et femmes séparés, assis sur des chaises en plastique. Un groupe de femmes se dessine, assises en tailleur autour de chaises en bois et en velours rouge sur lesquelles prennent place Chris et ses hommes. Jackson note le nom de ces femmes avant de lister des binômes afin qu'elles aillent voter ensemble : il s'agit avant tout de mobiliser les relais de FORD pour le scrutin qui s'annonce.

17. Notes de terrain, 03/03/2013.

18. On reprend ici librement la distinction que pose D. EASTON (1975) entre « soutien diffus » et « soutien spécifique ».

PHOTO 6. — UNE RÉUNION POLITIQUE CHEZ UN ANCIEN INSTITUTEUR DE LA CIRCONSCRIPTION DE KIMINI (À L'ARRIÈRE-PLAN À GAUCHE), ORGANISÉE PAR LES AGENTS DE CHRIS (AU PREMIER PLAN À GAUCHE)

Cliché Connan & Josse-Durand, 2013. Tous droits réservés.

Les visites du candidat mêlent ainsi plusieurs niveaux de patronage, de relais qu'il rencontre et organise, dont la hiérarchie est marquée par l'usage de l'espace et la disposition des sièges. Plus on s'élève dans la hiérarchie des relais et plus le lieu est privé, comme ici dans le jardin particulier d'un notable, à l'écart de la foule ; plus la rencontre est organisée, aussi, avec des tours de parole. C'est dans ce cadre qu'il reçoit des doléances collectives — ici, de toute évidence, de la part des groupes de femmes. Aussi, tout au long de la journée, se dessinent les multiples ramifications du patronage politique, sous la forme de chaînes d'individus hiérarchisés par leur richesse, à la tête d'un groupe dont ils se font les porte-paroles. Cette chaîne de dépendances définit des moments et des espaces où, à chaque rencontre, les différents relais renégocient ce qu'ils attendent du candidat ainsi que les conditions de leur allégeance.

Rien ne met peut-être plus en valeur cette dimension du don que la demeure du candidat. Nous nous arrêtons ainsi chez Chris pour une pause. Un groupe attend à l'extérieur son passage, devant le portail : à l'arrivée de la voiture, la foule se fait plus compacte, certains grimpent dans les arbres entourant la propriété pour pouvoir interpeller Chris. De l'extérieur, la maison neuve très colorée apparaît grandiloquente, avec une architecture

qui emprunte aux villas américaines. Une antenne satellite est présente sur le toit, mais l'électricité n'a pas encore été installée. Le contraste entre l'aspect extérieur et le dépouillement intérieur de l'édifice est frappant : seul le salon, où Chris reçoit sur des canapés mis face à face, est sommairement meublé. Les murs sont décorés avec des affiches du parti, des politiciens qu'il soutient et dont il est l'obligé, alors que les autres pièces de la maison sont vides.

PHOTO 7. — ALORS QUE LA FOULE S'AMASSE DEHORS,
CHRIS FAIT UNE PAUSE DANS LE SALON DE SA VILLA,
SURPLOMBÉ PAR UN PORTRAIT DE RAILA ODINGA (AU CENTRE)

Cliché Connan & Josse-Durand, 2013. Tous droits réservés.

Pourtant, en dépit de son évidente prospérité, Chris tient à montrer qu'il vient d'une famille humble : il nous fait donc visiter d'emblée la cabane de terre installée à côté de sa grande maison, qui accueille sa mère et quelques membres de sa famille qu'il invite à la collation préparée dans son salon. Il fait servir des sodas et des gâteaux et conseille longuement à l'un de ses jeunes neveux souhaitant entrer à l'université et déclarant un goût pour l'actuariat de plutôt faire du droit ou du commerce. La journée s'achève par une dernière distribution, dans une école que Chris fait construire. Le long du chemin qui y mène, la foule grossit autour des véhicules, chante et danse sur la musique du Land Rover, plusieurs personnes grimpent ou s'accrochent aux portières et à la plate-forme du 4x4 sur le chemin du retour à Kitale.

Les coulisses de la compétition politique

Le plus souvent, le parcours du candidat dans sa circonscription donne à voir les multiples déclinaisons de la rencontre entre l'*ethos* évergète des dominants et l'*ethos* manducatoire des dominés, soit une série de moments intenses d'effervescence, de joie, de violence parfois, dont on ne peut jamais déduire qu'ils produisent une allégeance politique spécifique. Ce n'est au fond que dans les moments qu'il contrôle ou dans les espaces fermés que s'instaure entre Chris et ceux qu'il rencontre une véritable relation clientéliste. Mais l'échange interpersonnel n'est pas toujours de cette nature, notamment dans des espaces notabiliaires tel que le club qui, précisément, met à l'écart les cadets sociaux et instaure une relation égale entre les membres, mais aussi entre les différents candidats en compétition. Ces relations intra-élitaires se déploient selon différents registres.

Le club, un espace d'interdépendance notabiliaire

Pendant toute la durée de la campagne, soit la dizaine de jours précédant l'élection où il parcourt quotidiennement sa circonscription, Chris dort dans l'un des cottages du club. En effet, une foule de gens attend en permanence devant chez lui, près du bourg de Kiminini, à une vingtaine de kilomètres au sud de Kitale. Le candidat dit que ces gens viennent « mendier », il cherche à les éviter, en parle en termes péjoratifs qui trahissent son exaspération. C'est pour répondre à ce problème qu'à l'occasion des élections, le club a entamé la construction d'un nouveau portail, plus haut et d'un franchissement plus périlleux que le précédent ; de nombreux gardes de sécurité ont été embauchés temporairement par l'établissement. De ce point de vue, le club est un lieu important, car c'est un lieu d'« irresponsabilité »,

et ce d'abord au sens physique et géographique du terme, puisque les électeurs n'y viennent pas réclamer ce qu'ils estiment être leur dû. Il s'y épanouit un clientélisme inversé. Dans ce lieu, l'aspirant MP reçoit bien plus qu'il ne donne, il est l'obligé et le client d'une *membership* qui l'interpelle en fonction de son propre imaginaire de la responsabilité politique, au cœur duquel les normes gestionnaires prennent une place de plus en plus importante. S'il est une responsabilité mise en jeu au club, elle est horizontale et ses « sanctions » sont indulgentes : les interpellations invitent simplement à la conversion à des pratiques, des discours, dont la sanction ne peut être autre chose qu'une remarque, un détournement, une moquerie directe ou voilée, des reproches plus ou moins sérieux.

PHOTO 8. — LES DIFFÉRENTS CANDIDATS ET LEURS ASSISTANTS EN TERRASSE DU KITALE CLUB

Cliché Connan & Josse-Durand, 2013. Tous droits réservés.

À trois jours du scrutin, Chris Wamalwa passe la journée au club, d'où il organise ses derniers jours de campagne. Au total, il dit avoir dépensé près de 15 millions de shillings afin de se faire élire. Ce matin-là, il est énervé : il a demandé un prêt d'un million ksh — on ignore à qui — et il manque 200 000 ksh. Il insiste en permanence sur la modestie de ses origines et peste contre Noah Wekesa et Zippy Kitony qui, à ses yeux, sont des héritiers et qui, contrairement à lui, sont incapables de réussir seuls. Lui-même

n'a reçu aucune aide extérieure — ce qu'il faut comprendre comme le soutien financier d'un patron politique — ses principaux soutiens auront été ses collègues de l'Université de Nairobi et de la Kenya Polytechnic, ainsi que l'église catholique et les instituteurs de la circonscription. Beaucoup au club viennent lui apporter un soutien qui n'est pas que moral. Le proviseur d'un établissement scolaire de la région, un comptable retraité, un directeur d'ONG, revenus de Nairobi pour voter : chacun ponctuellement vient le voir pour lui prodiguer ses encouragements et lui glisser quelques billets de 10 000 ou 20 000 ksh. D'autres sont plus critiques, lui demandent ce qu'il fait encore au club, à attendre comme s'il avait déjà gagné. Chris les interpelle en retour. La télévision diffuse les résultats du Kenya Certificate of Secondary Education (KCSE), donnant le nom des meilleurs élèves du pays et de chaque région, ainsi que le classement des écoles les plus performantes. À cette proviseure d'une école de la région bien classée au KCSE, il demande : « Vous êtes bien pour le CORD, vous êtes bien avec nous ? » Ce à quoi elle répond, sur le ton de l'évidence : « Pourquoi demandez-vous ? » Alors qu'une autre membre passe, Chris lui demande la note de sa fille, « un B+ », et ajoute qu'il passera chez elle la féliciter et lui donner quelque chose. Au club, le candidat appartient à une assemblée d'élites locales qu'il reçoit, alors que celles-ci l'interpellent et le financent. La *membership* n'est pas neutre et chacun a ses ennemis et ses soutiens. C'est également au club que le candidat s'entretient avec les femmes de sa famille — son épouse, revenue de Nairobi, sa belle-sœur, sa cousine — à propos de sa réputation locale. Assis au milieu du salon, il téléphone, parle fort, se lève régulièrement et tourne en rond, pieds nus, chemise à demi ouverte, la poitrine exposée, rompant ostensiblement les règles et les conventions de l'établissement. Ce jour-là, il s'occupe essentiellement de logistique, s'inquiétant de placer les bons intermédiaires dans les bureaux de vote ou pour accompagner les votants. Il doit rémunérer plusieurs dizaines de relais locaux. Il réserve également un avion pour le lendemain du scrutin, tôt le matin, afin de retourner à Nairobi assister au décompte de l'élection présidentielle : « Je gagne et je m'en vais », assure-t-il¹⁹.

Le samedi soir, le dernier jour de campagne²⁰, Chris arrive au club et traverse le comptoir du bar sans même enlever son chapeau. Il tient à saluer tout le monde avec force exclamations, pour disparaître aussitôt. Alors qu'il tourne le dos et s'en va, Daniel, le barman, mime un serpent en joignant ses deux mains qu'il fait onduler, le comptoir éclate de rire. Un membre mime un pachyderme, prononce une phrase en *mluhya* qui fait s'esclaffer les autres et que Daniel traduit, reproduisant le mime : « Lui, il en a des comme ça, des énormes, comme celles d'un vieil éléphant. »

19. Notes de terrain, 01/03/2013.

20. Selon la nouvelle Constitution de 2010, il est illégal de faire campagne le jour précédant le vote. Le samedi 2 mars est donc le dernier jour de campagne pour l'ensemble des candidats.

L'énonciation d'un consensus sur la paix

L'espace du club donne ainsi à voir une concurrence explicite mais néanmoins pacifiée entre les candidats. La sociabilité du club favorise également certains répertoires de dépolitisation. Ainsi, une « rencontre pour la paix » (« *peace meeting* ») est organisée au club au milieu de la semaine qui précède le vote, dans le pavillon de tennis, à l'initiative des District Peace Committees. Coordonnés par le gouvernement, par le biais du secrétariat national du Conflict Management and Peace Building, dont ils portent le badge et les gilets kaki, les comités pour la paix ont été créés après les violences post-électorales de 2008, afin d'œuvrer à la pacification du scrutin. La rencontre est dirigée par un pasteur, autour d'un petit-déjeuner qui réunit les candidats aux élections locales. Ils sont 17 à s'y rendre, de tous partis, 3 candidats aux sénatoriales, 8 aux législatives, 5 pour le siège de représentante des femmes, ainsi que Patrick Khaemba, le candidat du FORD-K à la fonction de gouverneur. L'administration provinciale est aussi présente, avec le District Commissioner (DC) du Trans-nzoia, ainsi que plusieurs District Officers (DO). La réunion s'ouvre sur une prière. Le pasteur remercie chacun d'être venu. Le chef du comité de paix se présente, ainsi que les représentants de la mission, un par circonscription. Les DO et DC complètent le dispositif. Le chef de la commission reprend la parole. Ses propos montrent l'usage dépolitisant du discours sur la paix, assimilant d'emblée les joutes politiques à une compétition sportive dépourvue d'enjeux, à l'occasion d'un déjeuner où il importait de montrer que tous fussent disposés à manger ensemble.

Le DC prend ensuite le micro et s'exprime en des termes similaires. Il invite chacun des candidats à prendre la parole. Chris Wamalwa se lève et prononce d'emblée, « God is good ! », ce à quoi le groupe répond « All the time ! »²¹ ; Chris entame une brève allocution qu'il reprendra en partie le dimanche suivant, dans ses discours aux églises d'obédience différente de la sienne :

My names are Dr. Chris Wamalwa Akuru, Member of Parliament of Kiminini, and I want to read Matthew, chapter 5, verse 1. The Bible says, « blessed are the peace-makers, for they shall be called the children of God ». We are here today to work as a team. Team is T.E.A.M. [il épelle les lettres] it means together everyone can change more [...]. I want to recommend the Church for this wonderful relationship, can you help me point out the problem ? Trans-nzoia is for only but a few tribes. I am a Bukusu [le principal clan luhya], I didn't apply to be born a Bukusu. If I had a chance, I would apply to be born an American because it is known as the land with milk and honey. If you are a Luo, you are a Luo, you didn't apply to be born there. So please let us campaign in peace, let's campaign peacefully for the development of Trans-nzoia County. Thank you and I wish you all the best. God bless you²².

21. Chris prétend à plusieurs reprises qu'il s'agit exclusivement d'une prière catholique, bien que le pasteur américain Don Moen en ait pourtant fait une pièce classique du répertoire liturgique protestant (notes de terrain, 27/02/2013).

22. Enregistrement traduit du swahili par Susan Timon.

PHOTO 9. — LES PARTICIPANTS À LA « RENCONTRE POUR LA PAIX »
(PARMI LESQUELS CHRIS, AU TROISIÈME RANG À GAUCHE) POSENT À L'ENTRÉE DE LA SALLE
QUE LEUR A ALLOUÉ LE KITALE CLUB

Cliché Connan & Josse-Durand, 2013. Tous droits réservés.

Chaque candidat prend la parole à son tour, prononçant des messages de paix. Surtout, le pasteur en appelle au repentir des violences passées qui ont meurtri si longtemps le Kenya. Seul un repentir sincère permettrait la guérison du pays. Un autre prêtre conclut la rencontre en ces termes, faisant référence aux 600 000 réfugiés intérieurs que la crise de 2008 avait jetés sur les routes, comme des étrangers dans leur propre pays :

Je prie pour que la paix puisse l'emporter. Je prie pour que les *leaders* qui vont être élus, que Vous puissiez les pardonner, eux et les erreurs qu'ils ont commises. Je prie pour la paix, je prie pour la victoire, et dans chaque recoin de ce pays que Vous, Seigneur, puissiez régner. Car Seigneur, si Vous êtes le gardien et le protecteur, même ceux qui gardent les murs de votre cité, les gardent en vain. Nous prions pour la paix sur notre terre. Jéhovah, dans chaque endroit de ce pays, que la paix triomphe. Seigneur, ceux qui sont devenus comme des réfugiés d'autres pays, Seigneur, souvenez-Vous que nous les avons accueillis, que nous avons grandi en prenant soin d'eux. Je prie que les Kényans ne soient plus jamais des réfugiés, je m'élève contre l'esprit qui fait de ces hommes des réfugiés, nous expions nos péchés au nom de Jésus. Seigneur, nous prions pour la paix. Seigneur, nous souffrons par le péché et les erreurs de nos aïeux, et désormais nous déclarons que cela ne doit plus se reproduire. Nous déclarons, et décrétons que cette nation ne doit plus être ternie par le sang. Ça suffit comme ça ! Et pour chaque esprit tenté par l'ombre du sang, nous appelons à y mettre un terme, au nom de Jésus. Alors que nous avançons vers ces élections, nous déclarons que l'esprit du tribalisme ne doit plus

régner, au nom de Jésus, mais nous devons désormais vivre en paix, au nom de Jésus²³.

Pendant cette dernière prière, récitée sur un ton rapide et monocorde, chacun se met à genoux, incarne son repentir, se recroquevillant contre le sol ou sa chaise, approuvant chaque phrase du prêtre par des gémissements, des plaintes qui sont autant d'appels au pardon. La rencontre s'achève et chacun retourne à sa campagne²⁴.

PHOTO 10. — LORS DES PRIÈRES QUI ACCOMPAGNENT CETTE « RENCONTRE POUR LA PAIX », LES CANDIDATS SE REPENTENT ET SE PRÉMUNISSENT DE TOUTE VIOLENCE POLITIQUE SOUS L'ŒIL VIGILANT DES « DISTRICT PEACE COMMISSIONERS » (AU PREMIER PLAN)

Cliché Connan & Josse-Durand, 2013. Tous droits réservés.

Les échanges trans-partisans

Il n'est pas anodin que ces prières pour la paix aient été organisées au club. C'est qu'il s'agit d'un lieu neutre, le seul que partagent les politiciens de différents partis sans intention directe de le gagner, alors que chacun y est présumé seul et égal, et privé de ses supporters.

Ainsi, la nuit tombée, tard le soir de la première journée de campagne où nous suivons Chris, plusieurs figures politiques luhya sont présentes au club et discutent avec leurs proches. À l'extrémité du comptoir du bar sont

23. *Idem.*

24. Notes de terrain, 27/02/2013.

assis Cyrus Jirongo²⁵ et David Were²⁶ qui s'entretiennent longuement. À cet égard, le club donne à voir des échanges trans-partisans, qui néanmoins ont leurs limites. En effet, sur une table réservée de la terrasse, Musalia Mudavadi, candidat à la présidentielle, est assis avec des proches. Ce coin de la terrasse est barré par deux gardes du corps, qui font signe à Edwin, le garçon de salle, pour l'autoriser ou non à servir et à débarrasser la table de ce client d'importance. À aucun moment Mudavadi et les deux autres politiciens ne se parleront de la soirée et quand le premier se déplace, il les évite : par une porte-fenêtre qui donne directement sur le salon, il peut esquiver les membres présents au comptoir ; il se contentera de les saluer brièvement à son départ. À quelques jours du scrutin, il s'agit d'un moment délicat pour le chef de la coalition Amani. Donné largement perdant par tous les sondages, son seul espoir de peser dans le gouvernement à venir est l'organisation d'un second tour qui forcerait Raila et Uhuru à négocier ses voix. Les rumeurs qui circulent à cet égard sont nombreuses au club. La veille, il aurait rencontré des dirigeants de Jubilee, à l'hôtel Park Villa de Webuye, dans la perspective d'un deuxième tour. Mais l'important pour Mudavadi est de garder son choix ouvert le plus tardivement possible, afin de montrer à quel point il compte sur la scène politique nationale. Assis sur l'un des fauteuils du bar, près de Jirongo et Were qui discutent au comptoir, un homme écoute ostensiblement : c'est l'un des assistants d'Eugene Wamalwa, le ministre de la Justice, qui ne se présente pas²⁷. Son poids politique demeure considérable dans la région et malgré l'affiliation officielle de son parti, le NFK, à la coalition Amani de Mudavadi, ce n'est plus un secret qu'« Eugene », comme chacun l'appelle, essaie de faire gagner des voix à Uhuru Kenyatta dans cette région, dont tout prévoit qu'elle votera majoritairement en faveur de Raila Odinga. Chris passe dans le bar et provoque volontairement un petit esclandre : il demande à l'agent d'Eugene, qui s'en irrite, pourquoi il ne le soutient pas, lui qui, en apparence, ne se présente à aucun poste²⁸.

En dépit de cette rivalité affichée, le club est aussi un lieu dont la temporalité propre permet de mettre à distance les vicissitudes de la vie politique. Une semaine après que la commission électorale ait déclaré Uhuru Kenyatta vainqueur à la présidentielle, Zipporah Kittony, nommée pour ces élections

25. Cyrus Jirongo, né en 1961, ancien élève de Mang'u, chef de Youth For KANU '92, mouvement de jeunesse pro-Moi, MP de Lugari (1997-2013), ministre du Développement rural (2002), fondateur du Kenya Democratic Development Union (KADDU), candidat au sénat en 2013 (battu), coalition CoRD (Coalition for Reforms and Democracy).

26. David Were, né en 1959, MP Matungu (2002-), National Rainbow Coalition (NaRC), puis ODM, puis New-FoRD-K pour sa candidature en 2013.

27. Eugene Wamalwa, né en 1969, avocat, MP de Saboti (FoRD-K, puis New-FoRD-K) (2007-2013), ministre de la Justice et des Affaires constitutionnelles (2012-2013), non candidat en 2013.

28. Notes de terrain, 26/02/2013.

vice-présidente de l'Équipe d'éminentes personnalités²⁹ organisée par les Nations-Unies et chargée de veiller sur la paix dans le pays, profitait de la remise des prix du tournoi sponsorisé par le semencier Kenya Seeds pour railler « ceux qui comptaient et recomptaient encore, dans l'espoir que ce ne fût pas fini »³⁰.

Une allégeance compétitive aux *leaders* nationaux

Mais le club est aussi un lieu de compétition entre candidats, dès lors que la campagne nationale et ses *leaders* s'invitent à Kitale. Le jeudi précédant le vote, Raila Odinga est ainsi attendu dans la capitale du Trans-nzoia. Assis sur la terrasse, chacun à la table qui leur est réservée, les différents partis de la coalition CORD sont présents, localement opposés mais unis derrière Raila et son colistier, Kalonzo Musyoka : les partisans du FORD-K, en chemises blanches rayées de vert et noir, ceux de l'ODM, vêtus d'orange, du Wiper Democratic Movement de Kalonzo Musyoka, en chemises blanches, rayées de bleu et rouge. Si les chemises et les écharpes marquent l'appartenance partisane locale, les casquettes signalent l'allégeance nationale : casquette orange pour l'ODM et FORD-K, casquette bleue pour le Wiper. Les deux principaux concurrents pour le siège de gouverneur sont présents, Patrick Khaemba³¹ du FORD-K, et Noah Wekesa³², de l'ODM. Chacun donne des ordres à ses troupes ; tous les candidats de ces partis dans le Trans-nzoia sont aussi présents. On attend avec impatience que l'hélicoptère de Raila atterrisse au club ; c'est le meilleur terrain possible. Un employé nettoie le parking au jet d'eau, et quelqu'un a été chargé de trouver une Mercedes pour l'amener au stade où il prononcera un discours. On entend bientôt un bruit d'hélicoptère : Raila, Kalonzo et leur équipe de campagne survolent le Trans-nzoia dans trois appareils différents, parcourant le district d'un bout à l'autre, n'y restant jamais plus d'une heure. À chaque fois que le son d'un rotor semble se rapprocher, la terrasse s'active, les assistants se lèvent. Il s'agit en effet d'un moment délicat car, dans un tel contexte, le protocole n'est pas clair : qui des membres de l'ODM ou de FORD-K doit saluer le candidat en premier ? Chris et Patrick Khaemba sont anxieux : il faudra être les plus vifs quand l'aéronef se posera.

29. Team of Eminent Personalities from Kenya, nommée par la Kenya National Dialogue and Reconciliation Commission.

30. Et ce alors qu'un recours était encore examiné par la Haute Cour de Justice du Kenya. Notes de terrain, 17/03/2013. À l'unanimité, la Haute Cour confirma les résultats des élections et leur légalité, voir Décision de la Haute Cour de Justice du Kenya, 30 mars 2013 (Raila Odinga & 5 others v Independent Electoral & Boundaries Commission & 3 others [2013], Supreme Court of Kenya).

31. Patrick Simiyu Khaemba, né en 1955, banquier, candidat FoRD-K au siège de gouverneur du Trans-nzoia en 2013, coalition CoRD.

32. Noah Wekesa, né en 1936, MP de Kwanza (1988-2013), ministre des Forêts et de la Faune (2007-2013), candidat ODM, CoRD au siège de gouverneur du Trans-nzoia (2013).

Personne ne connaît l'heure exacte de son passage ; s'il est coutume à l'autorité de se faire valoir par l'attente et l'anxiété, la règle se vérifie à tous les échelons du pouvoir. En fin de matinée, un petit hélicoptère arrive, et vient se poser près du dix-huitième trou du parcours de golf. La terrasse s'active de nouveau, mais il apparaît bientôt aux candidats qui se sont mis en rang sur la pelouse, Noah Wekesa en tête, qu'il contient seulement des conseillers qui viennent donner leurs directives.

PHOTO 11. — À QUELQUES JOURS DES ÉLECTIONS, LES CANDIDATS DE PARTIS RIVAUX LOCALEMENT MAIS RALLIÉS NATIONALEMENT SOUS LA BANNIÈRE DE L'ODM ATTENDENT AVEC FÉBRILITÉ LA VISITE DE RAILA, LEUR CHEF DE FILE, AU KITALE CLUB

Cliché Connan & Josse-Durand, 2013. Tous droits réservés.

Ce n'est que bien plus tard, en fin d'après-midi, que l'hélicoptère de Raila Odinga, décoré en orange et à son effigie, survole le club à basse altitude en direction du stade municipal. La terrasse se vide en un instant, tous se ruent vers le parking, pour se retrouver au stade où les trois hélicoptères vont atterrir en rang.

Le *meeting* de Raila est très bref. Une grande tente a été installée, avec plusieurs rangs de chaises dont la disposition marque les hiérarchies protocolaires de la coalition. À peine chacun est-il assis — Raila et Kalonzo au premier rang — que les candidats se lèvent afin de prononcer leur discours, depuis une plateforme montée sur le toit d'un camion, alors que la population de Kitale continue à accourir vers le stade. Leur propos est simple : ils demandent à leurs supporters de leur donner la victoire, si possible dès le premier tour. Chris, comme chacun des politiciens des trois partis de la CORD, joue des coudes afin d'accéder à l'échelle qui permettra d'être sur

la plateforme, au plus près de l'orateur. Dans le public, alors que beaucoup filment avec leur téléphone mobile, les voleurs prolifèrent, arrachant les appareils et s'enfuyant ; d'autres, nombreux, sont passés à tabac par la police, alors que les discours s'enchaînent. Ils dureront moins d'une heure, avant que les hélicoptères ne repartent vers Bungoma³³.

Le jour des élections, Chris parcourt Kiminini dans son 4x4. Dans les bureaux de vote-clés, il a placé ses hommes qui surveillent le bon déroulement du scrutin. Il apparaît en effet qu'une victoire électorale se défend et se gagne dans un combat qui ne se joue pas seulement dans les urnes. Tard dans l'après-midi, comme à l'école de Kiminini où nous rejoignons Jackson, un incident l'illustre. Eugene Wamalwa arrive dans la cour, avec deux voitures qui transportent une dizaine d'hommes. Le vote a commencé tard car le matériel électoral n'était pas prêt à temps. La cour de l'école ne désemplit pas, plusieurs centaines de personnes doivent encore voter. Aussi, la nuit tombe, et l'école n'a pas d'électricité. Profitant de la pénombre et de la confusion, les hommes d'Eugene Wamalwa pénètrent dans les bureaux de vote. Personne, dehors, ne sait ce qui s'y trame, mais tout le monde semble s'en inquiéter et la foule commence à s'agiter. Des rumeurs de trucage s'élèvent, alors que le personnel de la commission électorale tarde à apporter des lampes. Les hommes de la FORD-K se fraient un chemin dans la foule et s'engouffrent à leur tour dans les bureaux. Soudain, la voiture de Chris Wamalwa arrive. Il est accueilli par des cris de bienvenue. Il a l'air furieux, trouve une table sur laquelle il monte pour s'adresser à la foule : il demande où se trouve le ministre. Celui-ci sort alors d'une salle de classe, les deux hommes s'interpellent, se font bientôt face, des dizaines de supporters derrière eux. Le ton monte, pendant une vingtaine de minutes, ils s'intiment mutuellement de quitter immédiatement les lieux, chacun accuse l'autre de chercher à truquer le scrutin, de « cuisiner » le vote. La police administrative arrive alors, fait retenir une sirène, des dizaines d'hommes casqués et munis de bâtons descendent, font reculer la foule, intiment aux politiciens d'évacuer l'école, ces derniers finissant par obtempérer. Chris Wamalwa rejoint alors le centre de décompte, pour attendre pendant de longues heures les résultats du vote³⁴. Le lendemain matin, il est déclaré vainqueur.

On peut penser que la victoire de Chris Wamalwa à Kiminini procède de deux éléments convergents. D'abord, une pratique du clientélisme qui s'inscrit dans des pratiques anciennes et attendues d'échange politique. Sa singularité est de s'adapter à un contexte de dépolitisation des enjeux de la campagne par les autorités administratives et religieuses, alors que le pays redoute plus que tout de nouvelles violences, une peur qui paralyse le débat politique et l'expression antagoniste des intérêts en jeu. Ainsi, sa campagne

33. Notes de terrain, 28/02/2013. Bugoma est le comté voisin, situé au sud-ouest de la Trans-nzoia et frontalier avec la circonscription de Kiminini.

34. Notes de terrain, 04/03/2013.

se singularise car elle n'est pas ouvertement discriminante, dans une circonscription pourtant partagée entre différents groupes ethniques. Certes, à l'église, dans certains lieux, il s'adresse à la foule en *mluha* et semble donner davantage aux siens. Pour autant, sa visite de localités, d'églises non *luhya*, le montre comme un candidat d'unité, ce qui dans un tel contexte constitue un capital politique indéniable. Mais à cela s'ajoute une présentation de soi comme un homme nouveau, un gestionnaire qui promet le dépassement de la question foncière et des antagonismes ethniques qui en résultent. Au cœur d'une campagne où Raila annonce qu'il sera celui qui mènera les Kényans à Canaan, dans un pays où nationalisme et christianisme sont indissociables, Chris promet de transformer le Kenya selon les canons d'une Amérique imaginée. L'Amérique est en effet la terre d'abondance, réalisation ici-bas de ce « pays du miel et du lait » biblique qui nourrit les rêves africains du développement depuis les indépendances et dont Chris se fait en quelque sorte le courtier symbolique.

Il n'en demeure pas moins que cette campagne met en tension l'*habitus* gestionnaire et les attendus du clientélisme politique. Mais cette tension se lit davantage dans la géographie de la campagne mêlant lieux publics et privés que dans l'usage d'un don civique qui pour le candidat est toujours un répertoire obligé, car il est à la fois une ressource militante et une contrainte statutaire. Alors même que la maison du candidat est l'objet d'une réputation civique — qui marque à la fois la prospérité et l'ancrage dans un terroir — Chris ne l'habite pas. Il réside au club qui, à l'inverse, est un lieu d'irresponsabilité, coupé du public, d'où le clientélisme politique de masse est physiquement exclu à force de clôtures et de barbelés. Ces pratiques rompent avec la morale ethnique d'autrefois, où la sexualité, les rôles de genre et le contrôle des femmes, des lignages, de la richesse et des héritages étaient considérés comme des problématiques légitimes de l'autorité et de la responsabilité politique (Lonsdale 1992). À l'inverse, la campagne n'est qu'un temps qui ravive les antagonismes ethniques et les rivalités élitaires locales. Quelques mois après les élections, lors d'une levée de fonds pour les funérailles d'un notable *luhya*, Chris déclenchera une bagarre pour défendre l'honneur d'Eugene Wamalwa, accusé de corruption et de sédition par un membre de l'assistance³⁵.

La tension entre *habitus* gestionnaire et économies morales du pouvoir se lit également dans la géographie de ce dernier, et dans une tension entre arènes locales et nationales du politique. Car si la campagne de Chris Wamalwa se distingue moins par les pratiques que par la promesse d'une gestion apaisée de sa circonscription, c'est une fois élu au parlement qu'il met le plus

35. Voir à ce sujet l'article dans lequel les propos de Rashid Mohammed à l'origine de cette altercation sont rapportés en ces termes : « Eugene Wamalwa is corrupt and likes going for handouts from Jubilee government to disunite the *luhya* community » (*Standard Digital Reporter*, « DPP orders termination of criminal case against Kiminini MP Chris Wamalwa », 27/02/2014, <<http://www.standardmedia.co.ke/?articleID=2000105673/jsc.mgid.com/s/t/standardmedia.co.ke.9324.js?t=>>>).

en avant son identité gestionnaire, comme ressource symbolique dans le champ politique : membre du *vetting committee* qui interroge les ministres nouvellement nommés, il devient *whip chief* ou porte-parole de l'opposition et membre du comité diplomatique et de défense³⁶. Se revendiquant « professionnel de la communication », il se présente comme un représentant et défenseur des jeunes, au service d'une *digital generation* largement valorisée par Uhuru Kenyatta et inspirée par le nouveau type de campagne politique qu'il a initié en 2013. Surtout, dans ses interventions à Nairobi, il continue à promouvoir l'entrepreneuriat, retraduisant en permanence et autant qu'il lui est possible les enjeux des débats politiques en termes gestionnaires, et la légitimité politique, à commencer par la sienne, en terme de *success story* économique.

*Centre de Recherches Internationales de Sciences Po, Paris ;
IFRA-Nairobi ; Les Afriques dans le Monde, Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux.*

BIBLIOGRAPHIE

ANDERSON, D. (ED.)

2008 « Election Fever : Kenya's Crisis », Special Issue, *Journal of Eastern African Studies*, 2 (2).

ARRIOLA, L. R.

2013 *Multiethnic Coalitions in Africa. Business Financing of Opposition Election Campaigns*, Cambridge-New York, Cambridge University Press.

BANÉGAS, R.

1998 « "Bouffer l'argent". Politique du ventre, démocratie et clientélisme au Bénin », in J.-L. BRIQUET & F. SAWICKI (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF : 75-110.

BANÉGAS, R. & WARNIER, J.-P.

2001 « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », *Politique africaine*, 82 : 5-23.

36. Voir l'article de P. Clotey, « Kenya Parliament Committee to Vet Cabinet Nominated », *Voice of America*, 22/04/2013, <<http://www.voanews.com/content/kenya-parliament-committee-to-vet-cabinet-nominees/1646820.html>>.

BAYART, J.-F.

1985 « L'énonciation du politique », *Revue française de science politique*, 35 (3) : 343-373.

2005 « Foucault au Congo », in M. C. GRANJON (dir.), *Penser avec Michel Foucault. Théorie critique et pratiques politiques*, Paris, Karthala : 183-220.

BROWN, P.

1998 *Pouvoir et Persuasion dans l'Antiquité tardive. Vers un Empire chrétien*, Paris, Éditions du Seuil.

CHEESEMAN, N. & TENDI, B.-M.

2010 « Power-sharing in Comparative Perspective : The Dynamics of "Unity Government" in Kenya and Zimbabwe », *The Journal of Modern African Studies*, 48 : 203-229.

COMBES, H. & VOMMARO, G.

2015 *Sociologie du clientélisme*, Paris, La Découverte.

COUSSY, J.

2006 « États africains, programmes d'ajustement et consensus de Washington », *L'Économie politique*, 32 : 29-40.

DESRUMAUX, C. & LEFEBVRE, R. (DIR.)

2016 « Faire campagne », numéro spécial, *Politix*, 113.

DEZALAY, Y. & GARTH, B.

2002 *La Mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'État en Amérique Latine, entre notables du droit et « Chicago Boys »*, Paris, Éditions du Seuil.

EASTON, D.

1975 « A Re-assessment of the Concept of Political Support », *British Journal of Political Science*, 5 : 435-457.

GARRIGOU, A.

1998 « Clientélisme et vote sous la III^e République », in J.-L. BRIQUET & F. SAWICKI (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF : 39-74.

HARRISON, G.

2001 « Post-Conditionality Politics and Administrative Reform : Reflections on the Cases of Uganda and Tanzania », *Development and Change*, 32 : 657-679.

INTERNATIONAL CRISIS GROU

2008 « Kenya in Crisis », *Africa Report*, 137.

KANYINGA, K. & OKELLO, D.

2010 *Tensions and Reversals in Democratic Transitions : The Kenya 2007 General Elections*, Nairobi, IDS.

LAFARGUE, J. (DIR.)

2008 *Les élections générales de 2007 au Kenya*, Paris, Karthala.

LAGROYE, J.

1985 « La légitimation », in M. GRAWITZ & J. LECA (dir.), *Traité de Science Politique*, vol. 1, Paris, PUF.

LONSDALE, J.

1992 « The Moral Economy of Mau Mau. Wealth, Poverty & Civic Virtue in Kikuyu Political Thought », in B. BERMAN & J. LONSDALE (eds.), *Unhappy Valley, Book Two : Violence & Ethnicity*, Oxford, James Currey ; Athens, Ohio University Press : 315-504.

2003 « Le cas kenyan : un débat moral et politique », *Politique africaine*, 90 (2) : 17-36.

MARIOT, N.

2006 *Bains de foule. Les voyages présidentiels en province, 1888-2002*, Paris, Belin (« socio-histoires »).

MAUPEU, H.

2013 « La CPI, Dieu et les élections kényanes de 2013. De la Pentecôtisation de la vie politique à une démocratie autoritaire », *Afrique Contemporaine*, 247 : 33-51.

MÉDARD, J.-F.

1976 « Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique », *Revue française de science politique*, 26 (1) : 103-131.

MÉDARD, C.

2008 « Élus, miliciens et prophètes. Violences au Mont Elgon (2006-2008) », *Politique Africaine*, 109 : 150-166.

MUELLER, S. D.

2014 « Kenya and the International Criminal Court (ICC) : Politics, the Election and the Law », *Journal of Eastern African Studies*, 8 (1) : 25-42.

SIMÉANT, J.

2010 « "Économie morale" et protestation – détours africains », *Genèses*, 81 : 142-160.

THOMPSON, E.

1971 « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past and Present*, 50 : 76-136.

THROUP, D. & HORNSBY, C.

1998 *Multi-party Politics in Kenya : The Kenyatta & Moi States & The Triumph of the System in the 1992 Election*, London, James Currey Publishers.

RÉSUMÉ

Les élections de mars 2013 au Kenya furent marquées par l'entrée en politique d'élites économiques qui renouvellent les manières de faire campagne dans ce pays. Chris Wamalwa, professeur d'économie, consultant auprès des Nations-Unies et de la Banque Mondiale et candidat parlementaire de la circonscription de Kiminini, est l'une de ces nouvelles figures politiques. À la fois *professional* et professionnel du clientélisme politique, économiste néolibéral affrontant l'épreuve des urnes, sa campagne met en évidence l'investissement de l'arène politique locale par les élites gestionnaires. À partir d'une approche ethnographique, cet article illustre la multiplicité des « bricolages », des ajustements, des négociations et des redéfinitions par lesquels se dessine, dans la contingence des interactions entre ces nouveaux acteurs et des modes d'énonciation ethnicisés du politique, un style de campagne.

ABSTRACT

The Land of Milk and Honey. An Ethnographic Inquiry into the Electoral Campaign of a Professional in Kenya. — The 2013 general elections in Kenya were characterized by a significant number of candidacies from professionals and managerial elites. A professional, neoliberal economist, adept at the professional practice of currying political patronage, ran for office for the first time, flooding the local political arena with managerial elites. One of these new political figures, Chris Wamalwa, a Nairobi-based professor of economics, also a World Bank and UN consultant, decided to run for the Kiminini parliamentary seat, which changed Kenyan campaigning in significant ways. Through an ethnographic approach focusing on the multiple compromises, negotiations and “makeshift solutions”, during the last days of his campaign, this article illustrates how these economic elites engage with the long-lasting moral economy upon which political leadership is built. It eventually shows how the interactions of ethnicity and managerial practices between these new manager-politicians affect the style of campaigning in rural Kenya.

Mots-clés/Keywords : Kenya, campagne électorale, clientélisme, élites économiques, ethnographie/Kenya, electoral campaign, political patronage, elites, ethnography.